

Pour une raison quelconque, l'élection des administrateurs à l'assemblée des membres est reportée, demeurez-vous imputable ?

Tant qu'une élection des administrateurs n'a pas eu lieu au moment fixé, les administrateurs demeurent imputables et assument leurs responsabilités. C'est ce qu'on appelle le « holding over ». Un administrateur peut démissionner du conseil d'administration à n'importe quel moment sans raison. Toutefois, dans le cas du report d'une élection à une assemblée, les administrateurs demeurent imputables tant qu'ils n'ont pas été remplacés (ex : le trésorier doit s'assurer des paiements dus).

Certains auteurs mentionnent que le même raisonnement s'adresse aux administrateurs qui démissionnent en bloc. Les administrateurs doivent continuer d'occuper leur fonction jusqu'à l'assemblée extraordinaire (administrateurs de fait et ne sont pas dégagés de leurs obligations). «... Les administrateurs sortant de charge restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. » Réf. : L.c.Q. article 85. *Mais cette interprétation est contestée par diverses jurisprudences (Voir Guide de l'administrateur Tome II).*

« Il faut être très prudent sur cette question; le simple fait d'être sur la liste des administrateurs pourrait engager votre responsabilité pour salaires ou retenues fiscales impayées. La jurisprudence a retenu la responsabilité du seul fait que le nom apparaissait sur la liste, même si la personne ne faisait rien au sein de la personne morale ou avait démissionné. »¹¹



Toutefois, selon diverses doctrines et une jurisprudence partagée, la norme de la « continuation des mandats » ou du maintien en fonction soit le « holding over » ne s'appliquerait pas. Tout simplement parce que l'on ne peut forcer un administrateur démissionnaire à s'acquitter de responsabilités liées aux fonctions d'administrateur. Il est conseillé d'agir avec prudence, car nous sommes devant un vide juridique. Il serait donc prudent le cas échéant, d'aviser le registraire aux entreprises de votre démission le plus rapidement possible.

¹¹ Votre association corporation sans but lucratif, Les publications du Québec, page 28, 1997



Quand entre en vigueur une modification faite aux règlements généraux et aux lettres patentes ?

« Le règlement ainsi adopté ou modifié par les membres du conseil d'administration, où sa révocation entre en vigueur aussitôt, et ce n'est qu'à leur assemblée annuelle suivante (ou si le conseil le décide ainsi, à une assemblée extraordinaire tenue avant elle) que les membres sont appelés à se prononcer sur ce règlement ou sur cette révocation. »¹² S'il n'est pas ratifié, il cesse d'être en vigueur. Réf : L.c.Q article 91 (3)

Toutefois, la loi ne permet pas au conseil d'administration de modifier les éléments inscrits aux lettres patentes sans avoir obtenu l'aval majoritaire des membres. Le conseil doit procéder en convoquant une assemblée extraordinaire. On ne peut donc, sans l'autorisation des membres, modifier l'appellation de la corporation (nom) le nombre d'administrateurs, les objets et certaines autres dispositions spécifiques.



En assemblée générale annuelle, la ratification...

- ✓ des articles des règlements généraux se fait généralement à 50% +1 des membres présents.

En assemblée générale spéciale, la ratification...

- ✓ des informations inscrites aux lettres patentes se fait obligatoirement au 2/3 des membres présents.

¹² *Administrateurs de corporations sans but lucratif*: Le guide de vos droits, devoirs et responsabilités, Éditions Wilson, Lafleur, Martel Ltée, 2007, p. 14



Comment procéder pour apporter une modification aux lettres patentes ?

Deux façons de faire

La Première :

Pour modifier divers éléments de l'acte constitutif, les membres réunis en assemblée spéciale, dûment convoqués, doivent adopter une résolution par le vote minimal des 2/3 des membres présents.

Puis, le conseil d'administration adoptera en séance régulière une résolution prévoyant la demande de lettres patentes supplémentaires.

Finalement, dans un délai maximal de 6 mois suite à l'adoption de la résolution, la corporation transmettra au Bureau du registraire aux entreprises une requête rédigée en bonne et due forme. Celle-ci peut être complétée à même le site Internet du registraire aux entreprises (www.req.gouv.qc.ca). Ne pas oublier que dans le cas d'un changement de dénomination sociale (nom), qu'il faut y joindre un rapport de recherche de noms.

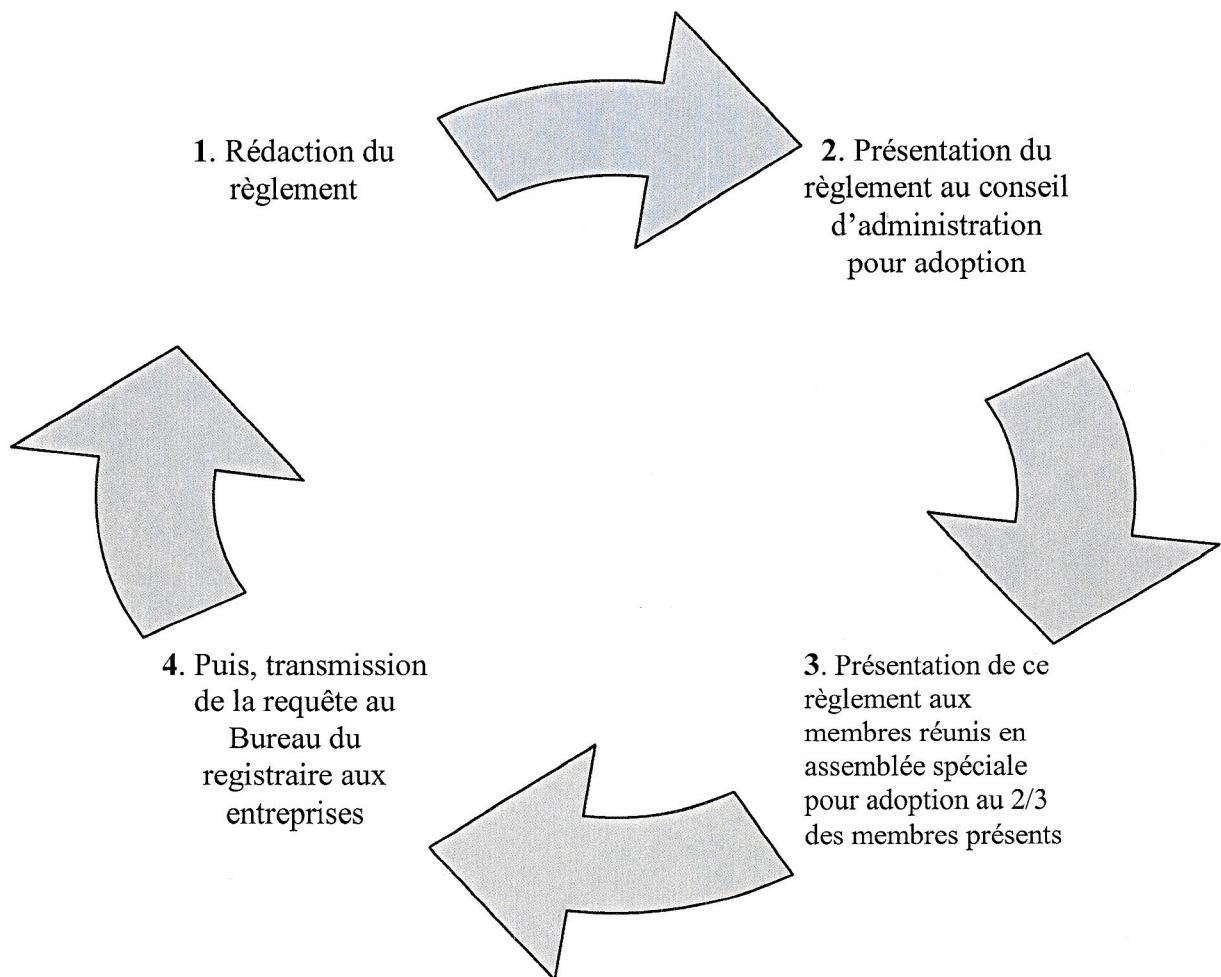
Lorsque le registraire aux entreprises acceptera votre demande de modifications, il en déposera au registre une copie et vous en transmettra une. N'oubliez pas que les modifications faites et acceptées **entrent en force à la date de délivrance inscrite à vos lettres patentes supplémentaires.**

La Seconde :

La loi sur les compagnies prévoit une seconde manière de modifier les lettres patentes lorsque la corporation entend apporter les changements suivants :

- ✓ Les objets
- ✓ Le nom (dénomination sociale)
- ✓ Le nombre d'administrateurs
- ✓ Le lieu du siège social
- ✓ Les clauses inscrites à la section « autres dispositions »

On procède alors ainsi :





Le conseil d'administration est-il souverain ? Et qu'en est-il du réel pouvoir des membres ?

C'est le conseil d'administration qui dirige. Il fut mandaté à l'assemblée générale annuelle pour ces fins. « La loi confère au conseil d'administration le pouvoir exécutif d'administrer les affaires de la corporation »¹³, et ce, avec diligence, loyauté et prudence. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour assurer en toutes circonstances la gestion courante de la corporation. **L'assemblée des membres peut annuler ses décisions en refusant de ratifier les actes des administrateurs. Ce qui toutefois n'invalide pas les décisions prises antérieurement par le conseil d'administration et les contrats ayant pu être signés se devraient d'être honorés.**

Le conseil d'administration est donc, de par l'esprit de la loi, « souverain ». Toutefois, le pouvoir électif consentit aux membres réunis en assemblée fait en sorte de relativiser grandement cette souveraineté, car ce sont ces derniers qui décident ou non de renouveler les mandats des administrateurs.

Le conseil d'administration est habilité à autoriser tous les actes qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale. Réf. : L.c.Q art. 91 (1) (3)



Les seuls pouvoirs de l'assemblée générale annuelle sont de :

- nommer un vérificateur;
- élire les administrateurs;
- ratifier ou rejeter les amendements aux règlements généraux.

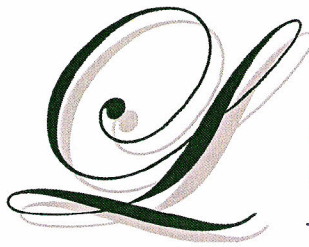
L.c.Q art. 98 (1) (2) (3)

De plus, selon le libellé des règlements généraux et /ou des lettres patentes...

L'assemblée des membres :

- ✓ Peut destituer les administrateurs en cours de mandat
- ✓ Peut fixer ou adopter le montant de la cotisation annuelle
- ✓ Peut destituer les membres.

¹³ *Administrateurs de corporations sans but lucratif : Le guide de vos droits, devoirs et responsabilités*, Éditions Wilson, Lafleur, Martel Ltée, 2007, page 13



es séances du conseil d'administration sont-elles de nature publique ?

Non. Un organisme ayant une forme juridique personnifiée (dotée de la personnalité morale, communément appelé corporation sans but lucratif distincte de ses membres) n'est pas de nature publique. Les actes des administrateurs sont exécutés dans l'intérêt premier des membres (peuvent rejaillir sur d'autres personnes autres que les membres), ils s'adressent expressément à eux et sont d'origines privées. Aucune obligation légale d'ouvrir à l'ensemble des membres ou à la population les séances du conseil d'administration (idem pour les assemblées délibérantes, seuls les membres peuvent y participer.

Toutefois, une petite nuance s'applique aux organismes communautaires financés dans le cadre de la **Loi sur les services de santé et les services sociaux** via le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) ou les Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux. Annuellement, ceux-ci (organismes communautaires) sont invités, via l'article 338, à tenir une séance publique d'information qui, normalement, devrait convier les « utilisateurs » qui ont consommé un service dispensé par la corporation au cours du dernier exercice à y participer. **Ceux-ci n'étant pas nécessairement des membres en règle.**

Loi sur les services de santé et les services sociaux, Chapitre S-4.2



Tout organisme communautaire ou tout regroupement provincial qui reçoit une subvention dans les cas visés aux articles 336 et 337 doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, tenir une séance publique d'information à laquelle sont à participer les utilisateurs de ses services et les usagers de services de santé ou de services sociaux qu'il a desservis. Il doit alors leur présenter un rapport de ses activités et un rapport financier.

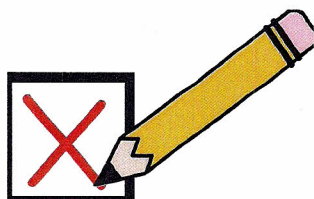
Il doit également, au plus tard à cette même date, transmettre le rapport de ses activités et son rapport financier à l'autorité de qui il a reçu une subvention dans les cas visés aux articles 336 ou 337.



ui peut faire des propositions et les appuyer, et qui peut voter ?

« Tout membre en règle pour l'assemblée générale et tout administrateur dûment nommé ou élu pour le conseil d'administration ont le droit de faire des propositions, d'en appuyer et évidemment de voter. Cela veut clairement dire que **le président de l'organisme a le droit de faire des propositions comme les autres**. Il peut être sage qu'il laisse le soin aux autres de le faire, afin de se garder une neutralité utile en cas de conflit, mais rien ne l'empêche d'agir à ce sujet. Soulignons que, **lorsque le président d'assemblée est une personne extérieure à l'organisation** (comme il arrive souvent lors d'assemblée générale), **cette personne ne peut pas faire de proposition puisque, par définition, elle n'est pas membre de la corporation.**

« Le président du conseil d'administration a normalement le droit de voter sur toute proposition. Il arrive que, par règlement, certaines organisations défendent à leur président de voter, sauf s'il y a égalité des voix. Une telle approche peut être perçue comme étant nature à brimer le droit fondamental d'un administrateur de participer aux délibérations et aux conclusions. »¹⁴



¹⁴ Roméo Malenfant, *chronique Gouvernance le procès-verbal, Bulletin la gouvernance et vous*, Volume 5, No. 4, Page 7, octobre 2001



ous avez besoin d'une résolution de votre conseil d'administration, mais aucune réunion n'est prévue à court terme, que faire ?

Il arrive parfois qu'il faille une résolution du conseil d'administration pour une fin très précise et dans un délai très court. Or, il peut arriver qu'il n'y ait pas de réunion du conseil de prévu dans un avenir très rapproché et il peut être onéreux, et parfois même impossible, de réunir un quorum d'administrateurs pour adopter cette résolution jugée nécessaire. Étant donné que vous êtes une corporation provinciale, le législateur mentionne qu'une résolution signée de tous les administrateurs est aussi valide qu'une résolution adoptée durant une réunion. Réf. : L.c.Q article 89 (3)

Démarche à suivre

« Comment procède-t-on dans une telle situation ? Une fois le texte de la résolution préparé, le directeur général ou le secrétaire (ou une autre personne) appelle **tous les administrateurs l'un après l'autre et vérifie leur accord** avec le texte de la résolution. S'il y a accord, le texte de la résolution est alors acheminé à chacun des administrateurs, à tour de rôle, soit par une personne qui passe voir chacun, soit par télécopieur, de sorte que **tous les administrateurs signent** physiquement à l'effet qu'ils acceptent le texte de la résolution. La résolution devient alors valide et est conservée dans le livre des procès-verbaux comme un procès-verbal régulier. Il est essentiel que le texte de la résolution et les signatures soient conservées de cette façon.

« Dès que **tous les administrateurs** ont signé la résolution en question, le directeur général ou le secrétaire (ou une autre personne autorisée) peut faire parvenir à un tiers le texte de la résolution en certifiant que c'est bien une résolution adoptée dûment par les administrateurs.

« Cette procédure, relativement simple, peut faire économiser temps et argent sur des sujets pointus et très urgents. On comprendra cependant que l'objet de telles résolutions ne doit pas être litigieux, **puisque tous les administrateurs, sans exception, doivent être d'accord et le signifier par écrit.** Une personne qu'on ne peut rejoindre ou qui n'est pas d'accord peut bloquer le processus. »¹⁵



¹⁵ Roméo Malenfant, *chronique Gouvernance le procès-verbal, Bulletin la gouvernance et vous, Volume 5, No. 4, Page 7, octobre 2001*



e nombre d'administrateurs au sein du conseil d'administration est-il fixe ou variable ?

Légalement, la corporation doit avoir un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs.

« Le nombre des administrateurs doit être fixe, et non variable. Ce nombre (le « nombre légal ») est celui fixé dans les lettres patentes, soit par le nombre des administrateurs provisoires, soit par une clause expresse fixant un nombre supérieur »¹⁶ (Réf. L.c.Q. art. 84).

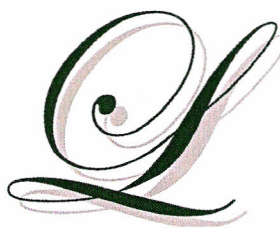
Il faut indiquer dans la requête le nombre d'administrateurs à élire si ce nombre ne correspond pas à celui des administrateurs provisoires. Il convient alors d'indiquer la disposition suivante :

« Le conseil d'administration est composé de ... administrateurs; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la Loi sur les compagnies. » Clause à insérer à la page 4 des lettres patentes (autres dispositions)

La corporation peut, par règlement, augmenter le nombre de ses administrateurs ou le réduire à trois (3) au minimum, ou transférer son siège social dans une autre localité au Québec; mais aucun règlement pour l'un de ces objets n'est valide, ni mis à exécution, à moins qu'il n'ait été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers (2/3) des membres présents à une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin, et qu'une copie, certifiée sous le sceau de la corporation, n'en ait été remis au registraire des entreprises.

L.c.Q article 87

¹⁶ Administrateurs de corporations sans but lucratif : *Le guide de vos droits, devoirs et responsabilités*, Éditions Wilson, Lafleur, Martel Ltée, 2007, page 8



e conseil d'administration a-t-il le pouvoir de destituer l'un de ses administrateurs ?

« Vous pouvez être destitué par les membres de la corporation réunis en assemblée spéciale. **Le conseil d'administration n'a pas en principe le pouvoir de destituer l'un de ses membres administrateur.** Toutefois, il peut parvenir indirectement à ce résultat en l'expulsant comme membre de la corporation, si le fait d'être membre est une qualité requise pour être administrateur.

« La destitution d'un administrateur n'a pas besoin d'être « pour cause », car tout comme pour l'élection, elle relève du bon plaisir des membres. Toutefois, les lettres patentes ou les règlements peuvent prévoir autrement. »¹⁷



« Le pouvoir de destitution des administrateurs n'existe que s'il est expressément stipulé dans les lettres patentes. Généralement, le pouvoir de destitution est laissé au bon jugement des membres réunis en assemblée spéciale et la personne concernée (administrateur comme membre) a le droit de se faire entendre. »¹⁸

¹⁷ *Administrateurs de corporations sans but lucratif : Le guide vos droits, devoirs et responsabilités*, Éditions Wilson, Lafleur, Martel Ltée, 2007, page 7

¹⁸ Idem